

C.T.P.C. du 28 juin 2011 Déclaration liminaire de la Délégation F.O.-DGFIP

La délégation F.O.-DGFIP ne peut aborder ce Comité Technique Paritaire Central sans revenir sur les origines des événements qui ont marqué le Comité d'Hygiène et de Sécurité Ministériel (CHSM) du 24 juin dernier, où l'un de nos camarades, militant du Syndicat, a tenté de se suicider en séance.

Nous le disons très clairement : nous sommes profondément choqués par le fait qu'un militant ait pu être amené à cette extrémité parce qu'il considérait qu'aucune réponse n'est aujourd'hui apportée par l'Administration pour mettre un terme à la dégradation des conditions de travail et à l'augmentation de la souffrance au travail de ses collègues, sujets sur lesquels il était fortement investi.

Ce n'est pas la communication des ministres, lue au début de ce CHSM, intervenant parce que trois suicides se sont produits récemment dans les locaux des ministères, qui pouvait apporter l'apaisement nécessaire. Au contraire, elle apparaît comme une provocation supplémentaire puisque l'origine de tout ces maux n'est surtout jamais évoquée : la politique aveugle de suppression d'emplois publics menée par le gouvernement.

Nous le disons sans esprit polémique : nous sommes également très choqués par l'attitude de la Fédération des Finances CFDT qui n'a pas hésité à alerter les médias sans attendre que la famille soit avertie. Comme si dans une telle situation, il était plus urgent d'alerter l'AFP plutôt que les secours.

Ces propos n'exonèrent nullement la Direction Générale des Finances Publiques de ses responsabilités.

Alors que notre Directeur Général va partout en disant que la fusion est terminée, qu'il n'y a pas de problème, que tout s'est déroulé sans conflit majeur, cette acte est révélateur de la situation dégradée de notre administration :

- qui a bouleversé les cultures professionnelles,
- qui n'a pas vraiment de ligne claire,
- qui remet en cause les conditions de vie quotidienne des agents que ce soit en matière d'horaires variables, d'ARTT ou de congés,
- qui continue à supprimer des emplois, alors que de partout montent les mêmes craintes et les mêmes inquiétudes sur l'exercice des missions.

Nos services sont aujourd'hui exsangues.

Le temps n'est plus à rechercher des solutions pour soigner les effets sans jamais s'attaquer à la cause.

Nous considérons qu'il faut arrêter les soins palliatifs et enfin mettre en place des soins curatifs.

En d'autres termes, il faut en finir avec la politique de suppression des emplois à la DGFIP, première cause de la dégradation des conditions de travail.

A ce titre, nous soutenons totalement la démarche des Fédérations des Finances qui interpellent les Ministres sur ce sujet.